

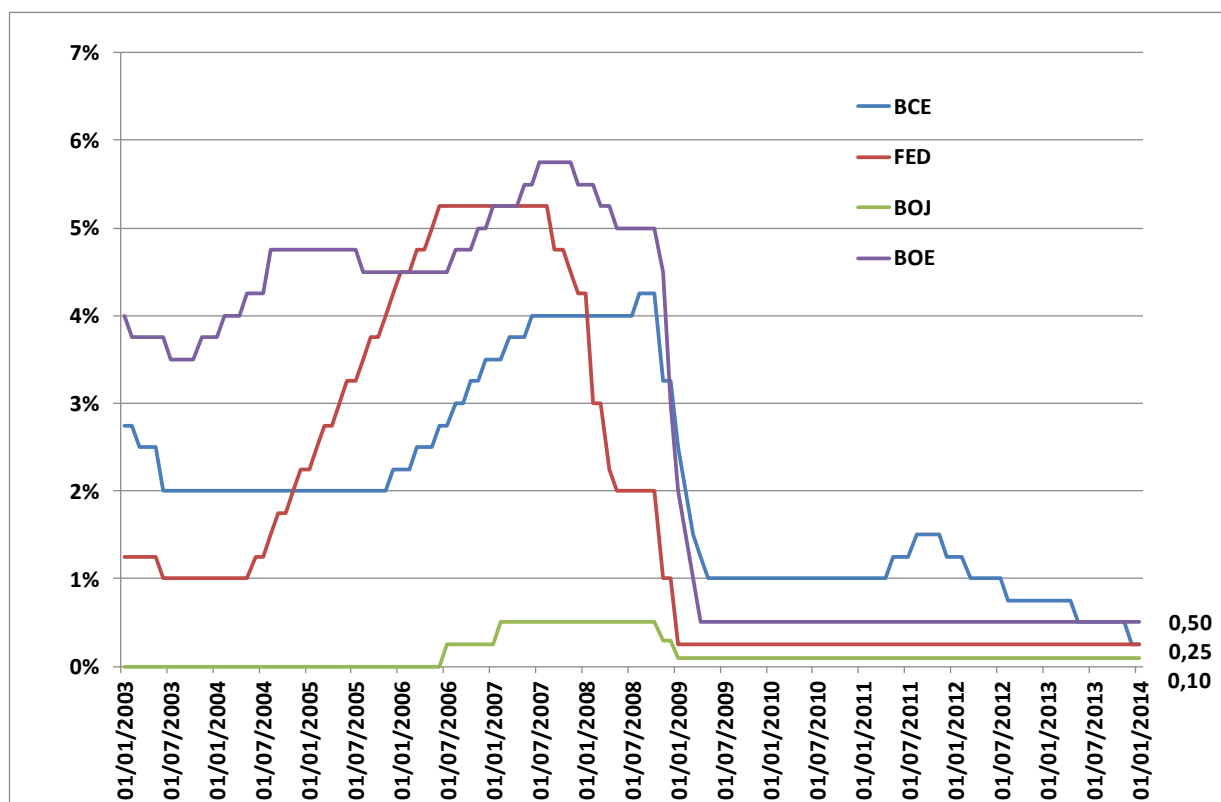
## 1 - Actualité nationale et internationale

### Taux d'intérêt

#### Stabilité des taux

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 9 janvier, a décidé de laisser inchangés les taux d'intérêt directeurs. M. Draghi, Président de la BCE, a déclaré, lors de sa conférence de presse : « Les tensions sous-jacentes sur les prix dans la zone euro devraient rester contenues à moyen terme. Corroborant ce scénario, les évolutions monétaires et celles du crédit demeurent atones. Dans le même temps, les anticipations d'inflation à moyen et à long terme pour la zone euro sont solidement ancrées à un niveau compatible avec notre objectif de maintenir l'inflation à des taux inférieurs à, mais proches de 2 %. Cette configuration continue d'indiquer que nous pourrions connaître une période prolongée de faible inflation, suivie d'une remontée graduelle vers des taux d'inflation inférieurs à, mais proches de 2 %. Dans ce contexte, le Conseil des gouverneurs tient à souligner qu'il maintiendra une orientation accommodante de la politique monétaire aussi longtemps que nécessaire, ce qui soutiendra la reprise progressive de l'économie dans la zone euro. En conséquence, nous réitérons fermement nos indications sur la trajectoire future des taux directeurs de la BCE et continuons de prévoir que ces taux resteront à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée. Comme indiqué précédemment, cette anticipation est fondée sur le maintien à moyen terme de perspectives d'inflation globalement modérées, compte tenu de la faiblesse généralisée de l'économie et de l'atonie des évolutions monétaires. »

Taux directeur des principales banques centrales



## Chômage

### Légère hausse des demandeurs d'emploi de catégorie A au mois de novembre

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 3 293 200 fin novembre 2013. Ce nombre est en hausse de 0,5 % par rapport à fin octobre 2013, soit +17 800 personnes. Sur un an, le chômage s'est accru de 5,6 %.

### Stabilité du taux de chômage en ZE17

Eurostat a publié le taux de chômage corrigé des variations saisonnières de la zone euro (ZE17). Il s'est établi à 12,1 % en novembre 2013, stable par rapport à avril. Dans l'UE28, le taux de chômage ressort à 10,9 %, stable depuis mai. Dans les deux zones, les taux ont augmenté de façon significative par rapport à novembre 2012, où ils se situaient respectivement à 11,8 % et 10,8 %. En novembre 2013, 26,553 millions de personnes étaient au chômage dans l'UE28 dont 19,241 millions en zone euro. Par rapport à octobre 2013, le nombre de chômeurs a augmenté de 19 000 personnes dans l'UE28 et de 4 000 en zone euro. Parmi les Etats membres, les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en Autriche (4,8 %), en Allemagne (5,2 %) et au Luxembourg (6,1 %) ; à l'inverse, les plus élevés se retrouvent en Grèce (27,4 %) et en Espagne (26,7 %).

## Inflation

### Augmentation des prix à la consommation en décembre en France

L'indice des prix à la consommation (IPC) augmente en décembre 2013 de 0,3 % après être resté stable en novembre. Corrigé des variations saisonnières, il s'inscrit en hausse de 0,1 % en décembre 2013. Sur un an, le taux de croissance de l'IPC s'établit à 0,7 % en décembre 2013, tout comme en novembre. Hors tabac, l'IPC croît de 0,4 % en décembre 2013 et de 0,6 % sur un an.

### Baisse du taux d'inflation en zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 0,8 % en décembre 2013, en baisse par rapport au mois de novembre 2013, où il était de 0,9 %, selon une estimation rapide publiée par Eurostat. S'agissant des principales composantes de l'inflation de la zone euro, l'alimentation, les boissons alcoolisées et le tabac devraient connaître le taux annuel le plus élevé en décembre (1,8 % contre 1,6 % en novembre), suivis des services (1,0 % contre 1,4 % en novembre), des biens industriels hors énergie (0,2 % stable par rapport à novembre) et de l'énergie (0,0 % contre -1,1 % en novembre).

## Asie/Pacifique

### Chine : pic de la dette et contrôle renforcé du système bancaire parallèle

La Chine fait face à une explosion de la dette des gouvernements locaux, qui est passée depuis fin 2010, de 10 700 milliards de Yuans à 17 900 milliards à la mi-2013 ce qui représente 1/3 du PIB et près de 58 % de la dette publique globale. La dette cumulée – privée, publique – représente quant à elle, près de 215 % de PIB. Afin d'endiguer cette tendance, le gouvernement a décidé l'encadrement plus strict du Shadow Banking, qui contribue fortement à l'endettement des collectivités locales. Ce système bancaire parallèle représente à lui seul 44 % du PIB et il est pratiqué par des intermédiaires non soumis aux règles et aux ratios prudentiels en vigueur dans les établissements bancaires.

## Actualité législative

Loi n° 2014-1 du 2 janvier 2014 habilitant le Gouvernement à simplifier et sécuriser la vie des entreprises : [http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=13ABB484C15CD1F551C6B9A960DE84AA.tpdjo01v\\_1?cidTexte=JORFTEXT000028424785&dateTexte=](http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=13ABB484C15CD1F551C6B9A960DE84AA.tpdjo01v_1?cidTexte=JORFTEXT000028424785&dateTexte=)

Arrêté du 23 décembre 2013 relatif au régime prudentiel des sociétés de financement : [http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=78B5F96C3A1ECA08706AE632EC6D60EE.tpdjo02v\\_2?cidTexte=JORFTEXT000028396367&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000028396022](http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=78B5F96C3A1ECA08706AE632EC6D60EE.tpdjo02v_2?cidTexte=JORFTEXT000028396367&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000028396022)

Arrêté du 23 décembre 2013 relatif aux conditions d'accès aux activités bancaires et financières et à leur exercice : [http://legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=A9236DDF06544416AA53117466B000DB.tpdjo06v\\_1?cidTexte=JORFTEXT000028396396&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000028396022](http://legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=A9236DDF06544416AA53117466B000DB.tpdjo06v_1?cidTexte=JORFTEXT000028396396&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000028396022)

## Divers

SEPA :

Communiqués de la Commission européenne et de la BCE du 9 janvier 2014 sur l'instauration d'une période de transition. Communiqué de la Commission Européenne : [http://europa.eu/rapid/press-release\\_IP-14-6\\_fr.pdf/](http://europa.eu/rapid/press-release_IP-14-6_fr.pdf/)

Communiqué de la BCE:

[https://www.banque-france.fr/fileadmin/user\\_upload/banque\\_de\\_france/Eurosysteme\\_et\\_international/cp-bce-declaration-de-l-eurosysteme-relative-a-la-date-de-fin-de-migration-vers-le-SEPA.pdf](https://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/Eurosysteme_et_international/cp-bce-declaration-de-l-eurosysteme-relative-a-la-date-de-fin-de-migration-vers-le-SEPA.pdf)

## 2 – Actualité régionale

---

### Baisse des tarifs bancaires en Nouvelle-Calédonie à compter du 1<sup>er</sup> février

Le 23 décembre dernier, un accord de baisse négociée des tarifs bancaires a été signé entre les banques, l'Office des Postes et Télécommunications (OPT) et le Haut-commissariat de Nouvelle-Calédonie. Cet accord met en application une nouvelle disposition de la loi promulguée le 15 novembre 2013, portant diverses dispositions relatives aux outre-mer. Baptisée « bouclier bancaire », la loi rend obligatoire une négociation annuelle des autorités publiques avec les banques pour qu'elles modèrent leurs tarifs. En Nouvelle-Calédonie, seize produits et services bancaires vont ainsi enregistrer, à compter du 1<sup>er</sup> février prochain, une baisse de leurs tarifs de l'ordre de 15 à 20 %. Les prix des produits et services non concernés par l'accord sont gelés pour 2014.

### Production de carburant à partir d'huile de noix de coco au Vanuatu

Une unité de production de carburant à partir d'huile de noix de coco est sur le point d'ouvrir sur l'île d'Espiritu Santo, au Nord de l'archipel du Vanuatu. Ce projet, initié par une société privée australienne, a mobilisé un investissement d'environ 2 millions de dollars US (soit environ 176 millions de F CFP) et devrait permettre de produire un biocarburant exploitable, destiné aux moteurs diesel. Le marché du biocarburant produit à partir d'huile de noix de coco se développe depuis plusieurs années au Vanuatu et connaît un succès croissant au vu du prix élevé du diesel dans cette région et dans le Pacifique. Ainsi, la société Unelco, filiale locale de l'entreprise française GDF-Suez, produisait en 2013 près d'un cinquième de l'énergie destiné à l'île principale de Vaté (où se trouve Port-Vila) grâce à l'huile de coprah.

### Rapport du FMI sur la situation économique des îles Fidji

Selon un rapport du Fonds monétaire international (FMI) publié en décembre dernier, les îles Fidji ont enregistré une croissance de 2,25 % en 2012, soutenue par des réductions d'impôts sur les revenus et des taux d'intérêt bas. D'autre part, les dédommagements de la Caisse nationale de prévoyance des îles Fidji (FNPF) ont permis de réduire l'impact négatif des inondations et du cyclone Evan sur les secteurs de l'agriculture et du tourisme. L'inflation est restée modérée et le poids de la dette s'est réduit, grâce à un déficit budgétaire inférieur à 1 % du PIB en 2012. Le secteur financier est jugé sain et les réserves stables à un niveau confortable. Toutefois, le taux de chômage, d'environ 9 %, demeure élevé et le pays continue de connaître une émigration importante de sa population qualifiée. Le FMI estime la croissance du PIB en 2013 à environ 3 % et prévoit un ralentissement en 2014, à 2,25 %. Bien que les politiques macroéconomiques menées actuellement par le pays soient adaptées, le FMI préconise de mettre l'accent sur l'amélioration du climat des affaires de façon à attirer les investisseurs. À cet effet, des réformes visant à la simplification des réglementations gouvernementales, l'assouplissement du contrôle des prix et l'amélioration des infrastructures sont attendues.

## 3 – Brèves locales

---

### Mise en circulation des nouveaux billets en francs CFP le 20 janvier

Le 20 janvier prochain, les nouveaux billets en F CFP seront mis en circulation en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et à Wallis-et-Futuna. Jusqu'au 30 septembre, les anciens billets pourront être utilisés librement chez les commerçants, déposés en compte courant auprès des banques ou échangés à la BWF, au Trésor Public et à l'Institut d'émission d'outre-mer. Au-delà du 30 septembre, ils resteront échangeables sans limitation de durée uniquement auprès de l'IEOM.

### Renouvellement annuel du bureau de l'Assemblée Territoriale

Le 11 décembre dernier, l'ouverture à l'Assemblée territoriale de la session budgétaire 2013 a débuté par l'élection du bureau. M. Petelo HANISI a été élu Président et succède donc à Mme Nivaléta ILOAI. Le poste de vice-président revient à M. Mikaele KULIMOETOKE. Mme Savelina VEA et M. Eselone IKAI ont été respectivement désignés 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> secrétaire.

## Vote du budget primitif 2014

Les budgets primitifs adoptés par l'Assemblée territoriale pour l'exercice 2014 s'équilibrent ainsi :

- budget principal : 2,919 milliards de F CFP
  - ✓ section de fonctionnement : 2,840 milliards de F CFP
  - ✓ section d'investissement : 79 millions de F CFP
- budget annexe du SPT : 684 millions de F CFP
  - ✓ section de fonctionnement : 630 millions de F CFP
  - ✓ section d'investissement : 54 millions de F CFP

Une quote-part relativement faible de 2,7 % du budget principal est allouée à la section d'investissement, qui diminue de près de 30 % en 2014. Le dossier concernant la téléphonie mobile sera étudié lors de la session extraordinaire. La recherche de nouvelles recettes budgétaires constitue pour le Territoire un véritable sujet de réflexion.

## Réunion d'installation de l'Observatoire des prix, des marges et des revenus

Le 5 décembre dernier, un Observatoire des prix, des marges et des revenus (OPMR) a été officiellement installé à Wallis-et-Futuna, sous la présidence de Mme Marie-Ange GERBAL, premier conseiller à la Chambre Territoriale des Comptes de Nouvelle-Calédonie. Pour mémoire, les OPMR ont pour mission d'analyser le niveau et la structure des prix, des revenus et des marges des entreprises et de fournir aux pouvoirs publics une information régulière sur leur évolution. Les premières réunions de l'Observatoire de Wallis-et-Futuna ont été consacrées au « bouclier qualité-prix » et à l'élaboration d'un programme de travail pour l'année à venir. Par ailleurs, deux commissions spécialisées ont été créées, l'une chargée du suivi régulier du « bouclier qualité-prix » et l'autre de l'étude du transport maritime des marchandises.

## Réception de matériel subventionné pour le Groupement des Agriculteurs

Suite à une mission sur le Territoire, M. Jean-Pierre Bastié, Conseiller pour l'Outre-mer du ministère de l'Agriculture, rendait en juin 2013 un rapport proposant un plan pluriannuel pour développer le secteur primaire à Wallis-et-Futuna. Les maraîchers réunis au sein du Groupement des Agriculteurs ont ainsi bénéficié d'une subvention de 35 000 €, soit environ 4,2 millions de F CFP, destinée à « mécaniser la production maraîchère professionnelle » par l'acquisition de nouveaux équipements.

## Dettes de l'Agence de Santé et Contrat social 2014

Comme suite au déplacement, en novembre dernier, d'une délégation de représentants du Territoire à Paris, le ministère de la Santé a confirmé sa prise en charge intégrale de la dette de l'Agence de Santé et a dépêché une mission sur le Territoire pour mettre en place une stratégie de gestion de la dotation de l'Agence et de réduction de ses coûts de fonctionnement. Le déplacement des représentants de Wallis-et-Futuna à Paris s'est également traduit par la signature du contrat social 2014, lequel définit les modalités de financement de deux dispositifs d'aides sur le Territoire, pour les personnes âgées d'une part et pour les personnes handicapées d'autre part. Il a été décidé que l'État financerait ces aides à hauteur de 200 millions de F CFP, ce qui représente 80 % de la dépense globale, le reste étant à la charge du Territoire.

## Nomination des membres représentant Wallis-et-Futuna au Conseil de surveillance de l'IEOM

Par arrêté datant du 9 décembre dernier, Monsieur Pesamino FOLOKA a été nommé membre titulaire du Conseil de surveillance de l'Institut d'Émission d'outre-mer (IEOM), et Monsieur Sosefo SUVE membre suppléant. Ils seront les représentants du Territoire de Wallis-et-Futuna lors des prochains Conseils de surveillance. Le Conseil de surveillance décide notamment de la politique monétaire et des actions menées par l'IEOM.

## Publications

L'IEOM vient de publier une Note expresse sur les caractéristiques et règles d'utilisation du franc Pacifique. Elle est téléchargeable sur notre site internet :

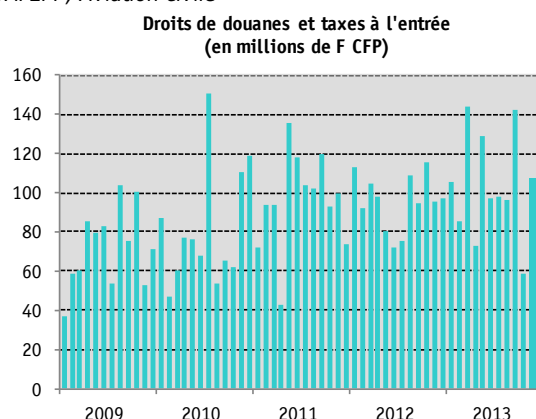
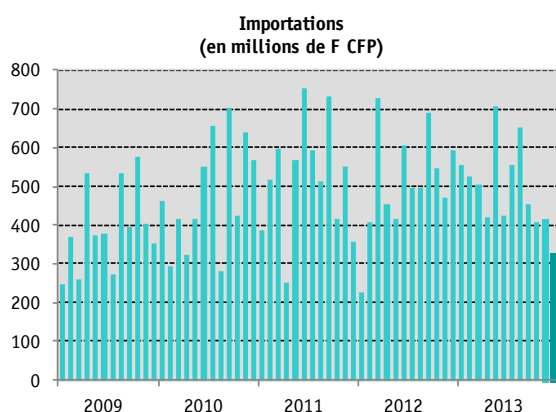
[http://www.ieom.fr/IMG/pdf/ne114\\_portrait\\_caracteristiques\\_regles\\_utilisation\\_franc\\_pacifique.pdf](http://www.ieom.fr/IMG/pdf/ne114_portrait_caracteristiques_regles_utilisation_franc_pacifique.pdf)

## 4 – Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲ / mois	▲ / an	
<b>Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)</b>			3T 13	115,05	-	0,6%
<b>SMIG mensuel en XPF</b>			déc-13	89 149	-	3,5%
<b>Nombre d'emplois salariés</b>			juin-13	2 108	-	2,2%
<b>Échanges extérieurs (millions de XPF)</b>						
Importations	mensuelles	déc-13	328	-21,1%	-44,6%	
	cumulées	déc-13	5 954	-	-2,8%	
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	déc-13	90	-15,8%	-7,1%	
	cumulés	déc-13	1 226	-	6,8%	
Taxes intérieures de consommation	cumulées	déc-13	439	-	-5,8%	

			Données brutes	▲ / mois	▲ / an
<b>SECTEURS D'ACTIVITÉ</b>					
<b>Énergie</b>					
Production brute d'électricité (milliers de kWh)	mensuelle	sept-13	1 642	7,7%	15,2%
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuelle	déc-13	613	5,8%	8,7%
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuelle	déc-13	150	7,5%	-13,0%
<b>Transports</b>					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	nov-13	2 788	-7,0%	-
	cumulé	nov-13	29 973	-	-
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	nov-13	1 170	11,4%	-
	cumulé	nov-13	11 714	-	-
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	déc-13	3	-25,0%	0,0%
	cumulées	déc-13	48	-	26,3%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs	mensuel	déc-13	15	0,0%	50,0%

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration Supérieure, EEWf, SWAFEPF, Aviation civile

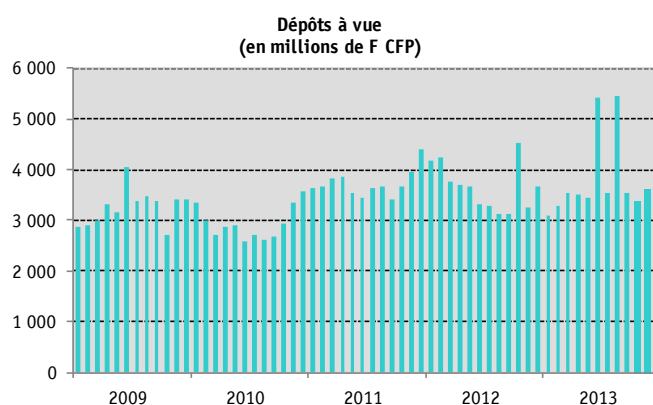
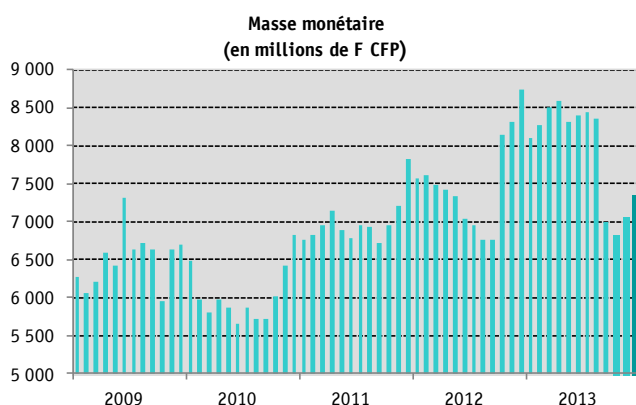


## 5 – Activités de l'Institut et suivi de place

### Masse Monétaire

Nette contraction de la masse monétaire en rythme annuel

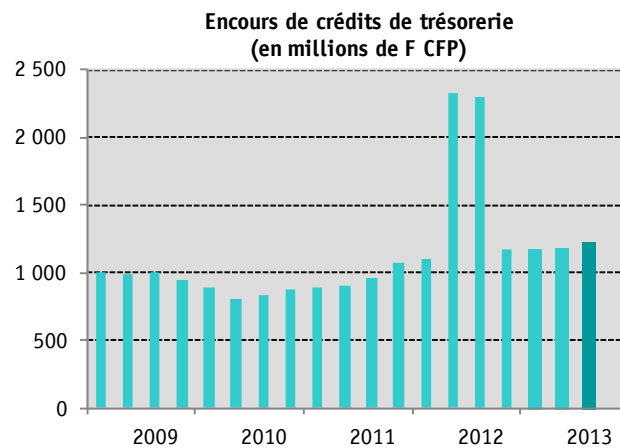
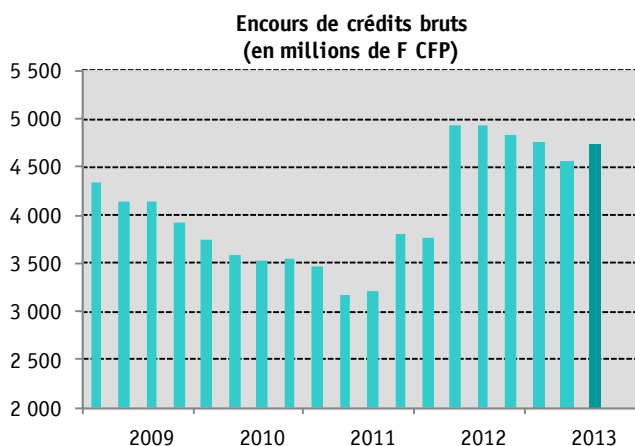
en millions de F CFP	déc-12	nov-13	déc-13	▲ / moi	▲ / an
Circulation fiduciaire	2 142	2 137	2 168	1,5%	1,2%
Dépôts à vue	3 662	3 593	3 871	7,7%	5,7%
<b>Total M1</b>	<b>5 804</b>	<b>5 730</b>	<b>6 039</b>	<b>5,4%</b>	<b>4,0%</b>
M2-M1	568	493	487	-1,1%	-14,1%
<b>Total M3</b>	<b>8 731</b>	<b>7 053</b>	<b>7 356</b>	<b>4,3%</b>	<b>-15,8%</b>



## Concours de caractère bancaire

Recul de l'encours des crédits sur l'année

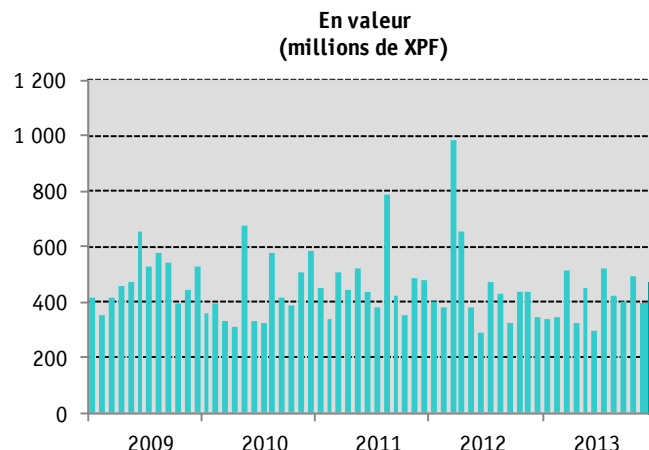
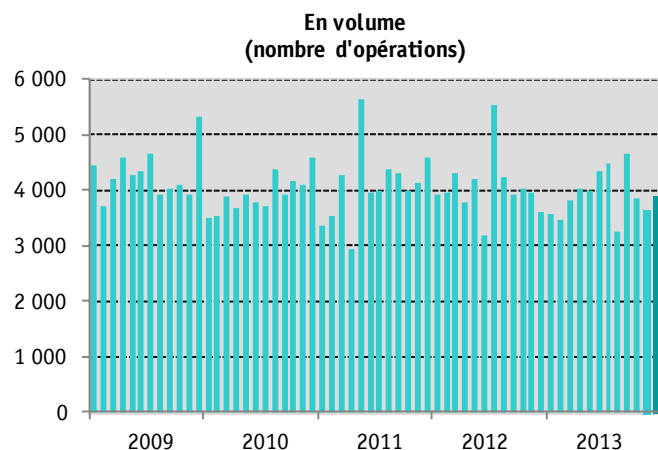
en millions de F CFP	sept-11	sept-12	sept-13	▲/an
Crédits de trésorerie	961	2 300	1 225	-46,7%
Crédits à l'équipement	1 097	1 346	2 308	71,4%
Crédits à l'habitat	366	531	420	-21,1%
Autres crédits	197	258	314	21,5%
Total encours sain	2 621	4 436	4 266	-3,8%
Créances douteuses brutes	592	493	470	-4,7%
<b>Total encours brut</b>	<b>3 214</b>	<b>4 929</b>	<b>4 736</b>	<b>-3,9%</b>



## Compensation

Hausse du nombre d'opérations de compensation

	déc-12	nov-13	déc-13	cumul 2013	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	3 589	3 646	3 891	46 930	6,7%	8,4%
Compensation (en millions de CFP)	345	395	470	4 991	19,1%	36,3%



## Incidents bancaires

Baisse des incidents de paiement sur chèque

en nombre	déc-12	nov-13	déc-13	cumul 2013	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement sur chèque	74	41	40	871	-2,4%	-45,9%
Retraits de cartes bancaires	5	0	0	16	-	-100,0%

## Interdits bancaires

Recul du nombre de personnes en situation d'interdits bancaires

en nombre	déc-12	nov-13	déc-13	▲/mois	▲/an
<b>Interdits bancaires en fin de mois</b>	<b>408</b>	<b>358</b>	<b>344</b>	<b>-3,9%</b>	<b>-15,7%</b>
- dont personnes physiques	397	345	330	-4,3%	-16,9%
- dont personnes morales	11	13	14	7,7%	27,3%



en nombre	déc-12	nov-13	déc-13	▲/mois	▲/an
<b>Cotes valides</b>	<b>43</b>	<b>45</b>	<b>47</b>	<b>4,4%</b>	<b>9,3%</b>
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	15	15	15	0,0%	0,0%

## 6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2012	2013	▲/an
<b><u>Indicateurs économiques</u></b>				
<b>Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)</b>	3T	114,40	115,05	0,6%
<b>Entreprises</b>				
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	décembre	11	14	27,3%
importations de biens d'équipement (M XPF)	décembre	692	808	16,9%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	décembre	21	112	439,7%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	décembre	6	9	50,0%
<b>Ménages</b>				
emploi salarié (nb)	juin	2 062	2 108	2,2%
dont secteur privé	juin	838	853	1,8%
dont secteur public	juin	1 224	1 255	2,5%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	décembre	510	528	3,5%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	décembre	397	330	-16,9%
décision retrait cartes bancaires (nb)	décembre	5	0	-
incidents paiements sur chèques (nb)	décembre	74	40	-45,9%
importations de produits alimentaires (M XPF)	décembre	1 697	1 643	-3,2%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	décembre	955	887	-7,1%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	décembre	338	285	-15,8%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	décembre	4	6	50,0%
<b>Échanges extérieurs en millions de XPF</b>				
importations	décembre	6 125	5 954	-2,8%
exportations	décembre	-	-	-
recettes douanières	décembre	1 626	1 677	3,2%
dont droits de douanes + taxes à l'entrée	décembre	1 147	1 226	6,8%
dont taxes intérieures de consommation	décembre	466	439	-5,8%
<b><u>Indicateurs financiers</u></b>				
<b>La masse monétaire en millions de XPF</b>				
Dépôts à vue	décembre	3 662	3 871	5,7%
M1	décembre	5 804	6 039	4,0%
M2	décembre	6 372	6 526	2,4%
Dépôts à terme	décembre	2 360	830	-64,8%
<b>M3</b>	décembre	<b>8 731</b>	<b>7 356</b>	<b>-15,8%</b>
<b>Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues</b>				
Ménages	septembre	1 589	1 545	-2,8%
<i>dont crédits à la consommation</i>	septembre	1 189	1 245	4,8%
<i>dont crédits à l'habitat</i>	septembre	401	299	-25,2%
Entreprises	septembre	2 514	2 443	-2,8%
<i>dont crédits d'exploitation</i>	septembre	1 232	76	-93,8%
<i>dont crédits d'investissement</i>	septembre	1 091	2 086	91,2%
Collectivités locales	septembre	256	222	-13,1%
Autres agents et CCB non ventilés	septembre	77	55	-27,7%
créances douteuses brutes	septembre	493	470	-4,7%
taux de créances douteuses	septembre	10,0%	9,9%	-0,1 pt
<b>Ensemble des actifs financiers</b>				
Ménages	septembre	2 942	3 145	6,9%
<i>dont assurances-vie</i>	septembre	978	973	-0,5%
Sociétés	septembre	1 293	1 614	24,9%
Autres agents	septembre	2 170	2 220	2,3%

**TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE**

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,00%	08/05/2013
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,25%	13/11/2013
taux de la facilité de prêt marginal	0,75%	13/11/2013

**TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER**

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	01/11/2013	0,05%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	28/05/2013	0,50%	3,25%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/04/2013	2,15%	4,45% à 4,90% (Taux SGFGAS à partir du 01/04/2013)
taux de la facilité de prêt marginal	28/05/2013	1,00%	
taux de l'escompte de chèques	28/05/2013	1,00%	

**TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE**

**taux d'intérêt en fin de mois**

	31/12/2013	29/11/2013	Var. M-1
EONIA	0,4460%	0,2770%	+ 0,169 pt
EURIBOR 1 mois	0,2160%	0,1660%	+ 0,050 pt
EURIBOR 3 mois	0,2870%	0,2340%	+ 0,053 pt
EURIBOR 6 mois	0,3890%	0,3300%	+ 0,059 pt
EURIBOR 12 mois	0,5560%	0,5010%	+ 0,055 pt

taux de base bancaire	taux	date d'effet
banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001

taux d'intérêt légal	taux	JORF
année 2013	0,04%	01/03/2013
année 2012	0,71%	08/02/2012

**taux d'intérêt en moyenne mensuelle**

	31/12/2013	29/11/2013	Var. M-1
TEMPE	0,1694%	0,1057%	+ 0,064 pt
EURIBOR 1 mois	0,2160%	0,1320%	+ 0,084 pt
EURIBOR 3 mois	0,2750%	0,2230%	+ 0,052 pt
EURIBOR 6 mois	0,3720%	0,3270%	+ 0,045 pt
EURIBOR 12 mois	0,5440%	0,5060%	+ 0,038 pt
TMO	2,6100%	2,5400%	+ 0,070 pt
TME	2,4100%	2,3400%	+ 0,070 pt
TRBOSP	2,7000%	2,5100%	+ 0,190 pt

**Définitions**

EONIA: Euro OverNight Index Average  
 TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA  
 EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate  
 TMO: taux moyen des obligations publiques (source: CDC)  
 TME: taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)  
 TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)

**taux des euro-monnaies**

devise	USD			JPY			GBP		
	31/12/2013	29/11/2013	31/10/2013	31/12/2013	29/11/2013	31/10/2013	31/12/2013	29/11/2013	31/10/2013
taux JJ	0,070%	0,115%	0,150%	0,078%	0,075%	0,069%	0,410%	0,480%	0,440%
3 mois	0,250%	0,230%	0,230%	0,148%	0,144%	0,143%	0,520%	0,500%	0,520%
10 ans emprunts phares	2,990%	2,770%	2,580%	0,740%	0,610%	0,600%	3,030%	2,770%	2,550%

**TAUX DE L'USURE (seuils applicables au 1er janvier 2014)**

<u>Crédits aux particuliers</u>	Seuils de l'usure	<u>Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</u>	Seuils de l'usure
<b>Prêts immobiliers</b>			
Prêts à taux fixe	<b>5,04%</b>	Prêts consenti	<b>7,96%</b>
Prêts à taux variable	<b>4,51%</b>	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	<b>3,76%</b>
Prêts-relais	<b>5,23%</b>	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	<b>4,83%</b>
<b>Autres prêts</b>		Découverts en compte (1)	<b>13,31%</b>
Prêts d'un montant inférieur à 357 995 XPF	<b>20,23%</b>	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	<b>4,36%</b>
Prêts d'un montant compris entre 357 995 XPF et 715 990 XPF	<b>15,12%</b>	<b>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>	<b>Seuils de l'usure</b>
Prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	<b>10,35%</b>	Découverts en compte (1)	<b>13,31%</b>

(1) y compris commission du plus fort découvert

**TAUX DE CHANGE**

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	86,5287	1 NZD/XPF	71,1918	1 HKD/XPF	11,1595	1 GBP/XPF	143,1351	
100 JPY/XPF	82,4570	1 AUD/XPF	77,3726	1 SGD/XPF	68,5263	100 VUV/XPF	87,6724	1 FJD/XPF	46,2043